

Malgré les causes d'irritation que nous venons de signaler, causes très réelles et qu'on puisse en dire, très plausibles en apparence pour des protestants et des politiciens, malgré ces mécontentements nous avons vu que le gouvernement de M. Greenway avait observé ses promesses envers la minorité jusqu'à l'été de 1889.

Ce n'est qu'au commencement du mois d'août 1889 que se manifestent les premiers symptômes de l'agitation qui allait provoquer les lois de 1890.

Les premières rumeurs parurent dans le SUN.

C'était l'époque où venait de surgir l'agitation dite des "Droits égaux."

M. Dalton McCarthy l'un des députés conservateurs les plus influents d'Ottawa s'était fait le protagoniste de cette idée. Il était le chef du groupe des 13 députés qui venaient de voter à Ottawa une motion de blâme contre le gouvernement de Sir John Macdonald, pour n'avoir pas désavoué la loi de M. Mercier, premier ministre de Québec réglant la question des biens des Jésuites dans la dite Province.

Nous trouvons dans le SUN du 14 octobre 1889 un interview du procureur général, Joe Martin qui est fort explicite sur la véritable portée du mouvement des "Droits Egaux."

Voici la traduction de ce passage.

"Ce n'est pas simplement un mouvement causé par l'acte des biens des Jésuites. Cette question peut avoir été la mèche qui a mis le feu à la mine, mais les griefs sont de vieille date. Le mouvement est dirigé contre l'agression des français et du catholisme romain.

"Les agitateurs comprennent que la lutte doit se faire tôt ou tard et ils sont décidés de la provoquer de suite, afin de prévenir un état de choses, pire plus tard. C'est la l'opinion que je me suis formée de la situation après un examen soigneux de tout ce qui l'environne."

Le MANITOBA du 1er Août attribuait le mouvement de fanatisme qui se manifestait dans Ontario et dont le contre coup commençait à se faire sentir dans notre province à l'agitation faite par les journaux français en 1885.

"Cette agitation faite à propos d'un événement sur lequel il n'y avait plus à revenir malgré tout le regret que l'on en put éprouver, a blessé bien à tort sans doute, les susceptibilités d'un grand nombre de nos concitoyens d'autre origine que la nôtre et aujourd'hui ils saisissent le premier prétexte venu pour faire une agitation à leur tour."

Nous n'avons point à décider quelle fut la part exacte du mouvement de 1885 dans l'explosion de fanatisme de 1889, mais l'on peut affirmer en toute sûreté que les événements de 1885 furent certainement l'un des motifs qui décidèrent le chef du parti des "Droits Egaux", le fameux Dalton McCarthy à choisir le Manitoba comme champ d'expérience pour sa culture du microbe du fanatisme.

Il crut avec raison, le terrain propice pour y faire germer sa détestable semence. Au mois d'août M. McCarthy arrivait au Manitoba et inaugurait sa campagne à Portage la Prairie.

Son discours de Portage la Prairie fut une abominable diatribe contre les Jésuites, le clergé catholique, la race française; il récita les fameux projets de Lord Durham pour assurer la disparition de la race française. Il attribua la cause des troubles actuels, et de l'antagonisme de races à l'union de notre hiérarchie religieuse avec nos hommes politiques. Il réclame l'abolition de la langue française au Manitoba et déclare que lui-même proposera au Parlement une loi pour abolir la langue française dans les Territoires du Nord Ouest.

M. D. McCarthy était accompagné à Portage la Prairie de M. Joe Martin, ministre du cabinet Greenway.

M. Martin lui-même prit la parole pour appuyer les idées de M. McCarthy et déclara qu'il fallait agir au plus vite, de façon à ne pas laisser s'accumuler des droits acquis. Il déclara nettement qu'il était contre le principe des écoles séparées et annonça qu'il se proposait de prendre cette attitude en Chambre, de la maintenir, ou de tomber avec elle.

Dès le 1er août, le "Sun" l'organe de M. J. Martin avait annoncé que le programme de M. Martin serait :

L'abolition de la langue française, et celle du système actuel des Ecoles séparées.

Il est nécessaire de consacrer quelques instants à faire connaître, ce qu'est M. Joe Martin, et à expliquer le pourquoi de l'attitude qu'il prenait.

M. Joe Martin, mieux connu parmi la minorité sous le sobriquet de Martin le Jaune, est le type accompli du politicien ambitieux et audacieux toujours disposé à violer la Fortune.

Ce n'est point un homme à se contenter de la seconde place, n'importe où il se trouve; il a la meilleure opinion de sa valeur et prétend imposer cette opinion aux autres.

Avec des dispositions de ce genre, M. Joe Martin grisé par le succès de son parti en 1888, devait forcément aspirer à enjamber par dessus le premier ministre d'alors et comme il le déclarait à l'égard des catholiques, il comprenait la nécessité d'agir sans tarder pour ne point laisser s'accumuler des "droits acquis."

L'agitation provoquée par M. McCarthy devait séduire un homme dans de semblables dispositions d'esprit. De fait, M. Joe Martin, la chose est indiscutable, s'empressa de sauter à pieds joints dans l'enclos des "Droits Egaux". Il se pose aussitôt en champion des idées nouvelles, il les fait siennes, en déduit un programme spécial d'application pour le Manitoba, et à Portage la Prairie nous le voyons déclarer solennellement qu'il maintiendra le susdit programme en Chambre ou tombera avec.

Si nous pouvions avoir le moindre doute sur les véritables raisons de l'attitude prise par Joe Martin il nous suffirait de relire, cet interview publié par le "Sun" et auquel nous avons déjà fait allusion. C'était en octobre, M. Martin revenait d'un voyage dans l'Est, au cours duquel il est raisonnable de supposer qu'il avait travaillé à s'assurer certains appuis, en vue de ses projets.

Voici cet interview :

"Question—Pendant votre séjour dans l'Est, vous avez pu vous faire une idée sur le mouvement dit des droits égaux; quelle est votre opinion comme homme politique à ce sujet ?

"Réponse—J'ai soigneusement examiné la situation à ce sujet et je suis parfaitement convaincu qu'il y a une grande vitalité dans ce mouvement, j'ai observé qu'il y a dans les rangs plusieurs des hommes politiques les plus influents des deux partis, conservateur et libéral. Suivant moi, ce parti des droits égaux jouera un grand rôle aux prochaines élections fédérales."

"Question—Mais ne croyez-vous pas que l'excitation disparaîtra avant les élections générales prochaines ?

"Réponse—Au contraire je crois qu'elle augmentera."

Le bout de l'oreille perce ici visiblement.

M. Joe Martin avant que d'enfourcher son cheval de bataille avait pris soin d'aller se renseigner sur les chances plus ou moins grandes qu'il avait de réussir.

Car son unique souci, sa seule préoccupation étaient de déboulonner le premier ministre Greenway pour s'emparer de la position.

La lutte contre la minorité devait lui servir de piédestal. Cela est si vrai, que tout d'abord M. Greenway nia catégoriquement que le gouvernement eut l'intention d'abolir les écoles catholiques.

A Wawanesa au cours d'un long discours politique qu'il fit, il garda le silence le plus absolu sur ces questions.

M. Smart un autre membre du cabinet s'exprimait ainsi à cette même assemblée :

"Je ne veux pas dire du mal des catholiques romains. Ils méritent de conserver leurs droits tout autant que toute autre classe de la population et je les défendrai aussi énergiquement que ceux des protestants. Quant à la question des écoles, il ne faut pas se poser en réformateur de l'Education, mais puisque la question est venue devant le gouvernement il en parle au point de vue pratique. Il trouve beaucoup d'anomalies dans les lois scolaires . . . . .

"Je ne veux pas que mes remarques sur cette question soient interprétées comme étant favorables à l'abolition des écoles séparées. Je ne suis pas prêt à exprimer une opinion dans le moment et je ne veux pas discuter la question de savoir si le principe d'accorder l'aide de l'Etat à une école séparée est bon ou mauvais. . . . . Tout le système sera mis directement sous le contrôle d'un ministre responsable de la Couronne et les mêmes règles seront appliquées aux écoles séparées et aux écoles protestantes."

(Citation extraite de l'ouvrage entre Mgr. Taché, page 76.)

Il y a loin comme on le voit par ces paroles, entre l'attitude prise par le fameux Joe Martinet celle de M. Smart.

En réalité, M. Greenway hésitait encore, et évitait de se prononcer.

Personnellement il n'avait nul envie de se lancer dans cette agitation. Il savait fort bien que le programme de Joe Martin était dirigé surtout contre lui, et que dans tout cela la minorité française n'était que le bon émissaire des ambitions de ce politicien.

Pendant un moment même, il envisagea la possibilité de s'appuyer sur la députation française pour lutter et repousser l'attaque, mais hélas, il faut ici l'avouer, quelque profonde que puisse être l'amertume que suscite pareille constatation, la députation française était divisée, sans cohésion. Des rancunes personnelles, des jalousies sans excuses, avaient semé la désunion, sans espoir possible d'y remédier.

M. Greenway ne pouvait pas espérer dans la députation française l'appui qui lui eût été nécessaire pour résister avec succès à l'assaut qu'allait livrer Joe Martin.

Le moment n'est pas encore venu de divulguer toute la vérité sur ce sujet, mais un jour viendra où l'on pourra apprécier en connaissance de cause l'exactitude de notre assertion à cet égard.

D'ailleurs les gens ne s'y trompaient pas à cette époque.

Le 12 Septembre 1889. Le MANITOBA écrivait :

"Quand M. Martin aura aboli l'usage officiel de la langue française et les écoles séparées, son festin à lui, quelqu'un viendra lui écrire son Mané, Thécel, Pharés. Peut-être ne sera-ce qu'un inconnu dont le seul mérite sera d'avoir scié le tréteau d'où débite ce charlatan politique. Et la chute du tréteau écrasera aussi, M. Greenway, une bonne pâte d'homme pourtant."

"Quantum mutatus ab illo" !! pourrait-on s'écrier.

La démission de l'hon Prendergast, représentant de la minorité française dans le cabinet, se séparant de ses collègues devait décider des indécisions de M. Greenway.

Il ne lui restait plus qu'à disparaître où à prendre la direction du mouvement suscité par Joe Martin.

C'est à ce dernier parti qu'il se résolut, et dès lors il répondit aux exagérations de Martin le jaune, par de pires exagérations, dont le but visiblement était de couper l'herbe sous le pied de son procureur général.

Nous ne pouvons résister à mettre ici sous les yeux de nos lecteurs les analogies frappantes, qui existent entre la conduite de M. Grenway en 1889 et celle de M. Norquay en 1879.

M. Greenway bien moins encore que M. Norquay, n'a provoqué la crise de fanatisme; mais tous deux en politiques retors, anxieux de garder le pouvoir, ils s'en servent, ils en jouent.

Ni l'un, ni l'autre n'étaient des fanatiques, mais leur amour du pouvoir leur a fait jouer le rôle de fanatiques. Chef conservateur et chef libéral ont joué aux dépens de la minorité avec une égale désinvolture.

De l'étude à laquelle nous venons de nous livrer, ressort sans discussion possible cette vérité, que : Le parti libéral, en tant que parti n'a aucune responsabilité spéciale dans l'agitation fanatique, origine des lois de 1890.

C'est l'ambition de Martin le Jaune, qui à l'aide du mouvement de M. McCarthy a fait naître la question de toute pièce.

M. MacCarthy un conservateur, partage cette responsabilité avec le libéral Joe Martin.

Et pour dire vrai, il y a neuf chances sur dix à parier que si Joe Martin, n'avait pas pris la position qu'il a prise, l'opposition conservatrice se fut empressée de profiter du courant d'opinion créée par McCarthy.

Un successeur quelconque de Norquay se fut emparé de l'occasion, et aurait cherché en flattant le fanatisme à remonter au pouvoir.

Quoiqu'il en soit, il est faux, absolument faux de prétendre rejeter sur le parti libéral tout entier la responsabilité de l'agitation de 1889.

L'histoire de Greenway en 1889 est identique à celle de Norquay en 1879.

Dans les deux circonstances la minorité a été la victime des politiciens, bien plus que des partis politiques eux même.

Le plus mauvais service qu'on put rendre à la minorité, c'était de déplacer les véritables responsabilités et d'augmenter par suite les difficultés.

Nous retrouvons toujours enfin de comptée au fond de toutes nos difficultés, l'abominable partisanerie des conservateurs français, ce mal que "le ciel en sa fureur inventa pour punir les crimes de la terre."

(A Suivre.)

## Une Gloire en Fumée

Le pauvre Dewey, l'idole d'un jour est complètement déboulonné de son piédestal.

Hobson a examiné la coque des navires espagnols, soi-disant abimés par les boulets de Dewey, dans la baie de Manille. Le rapport de Hobson est que la mitraille, si "savamment" dirigée par Dewey, n'a endommagé que le bois des cuirassés et croiseurs de Montijo, que si ces navires ont coulé, c'est que les Espagnols les ont coulés eux-mêmes, en ouvrant les valves;

et cela pour empêcher l'ennemi de faire de prises.

Dewey, à son tour, est coulé... et par les siens !

L'histoire de Dewey prouvera au monde qu'il n'y a rien de plus bête que le jingoïsme.

## SONT INDISPENSABLES

LES PILULES DE LONGUE VIE DU CHIMISTE BONARD sont indispensables pour purifier et fortifier le sang chez les hommes faibles les femmes pâles, les enfants en lan-gueur.

# Photo-graphie

BELL PHOTO  
STUDIO

Satisfaction Garantie

207 Pacific Avenue  
WINNIPEG

On parle indistinctement  
Français ou Anglais

VENEZ VOIR LE

Piano Nordheimer.

ALBERT EVANS.

Pianos accordés, 300 RUE MAIN

4-11-98

Notre clientèle française

Augmente de mois en mois. Nous le devons sans nul doute à la valeur de nos marchandises.

MONTRE, "PORTE SPECIAL"

Pour hommes—en nicle—bien finie excellent mouvement \$10.00. La meilleure montre d'Amérique pour ce même prix.

Thos. J. Porte

BIJOUTIER

404 RUE MAIN,

WINNIPEG.

ENSEIGNE DE L'AIGLE,

On parle français.

Ceremonies funéraires  
Embaumeurs

CLARK freres et HUGHES

Le plus en vogue comme entrepreneurs de pompes funèbres et embaumeurs, ouvert nuit et jour.

613 RUE MAIN - - - - - WINNIPEG.

En face le City Hall.

Ordre par telegraphe exécutés avec promptitude. Phone 1239

Consultations gratuites.

Les personnes malades qui désireraient consulter nos médecins spécialistes, feront bien d'écrire pour notre blanc de questions. Nous ne chargeons absolument rien pour les conseils donnés. Nos médecins soignent les hommes et les femmes également. La Cie Médicale Franco-Coloniale, propriétaire des Pilules de Longue Vie du Chimiste Bonard. No. 202 Rue St. Denis, Montréal Que